

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

• Zaire

Après la reprise de Mutshasha

UNE DEFAITE DE MOSCOU

Ainsi donc la ville de Mutshasha a été reprise par l'armée zairoise aux agresseurs dans la journée

de lundi.

Avec ce nœud routier et ferroviaire, ce sont les espoirs immédiats de Moscou qui viennent de tomber ; ce gros bourg constituait en effet la seule agglomération un peu importante, surtout stratégiquement, que les Katangais aient tenue.

Leur agression semble maintenant vouée à un échec certain si aucune intervention extérieure ne vient poser le problème dans des termes différents.

L'heure est maintenant aux premiers bilans. Le principal point qui s'impose c'est l'échec du social-impérialisme.

- Echec politique dans son fol espoir de se servir du peuple zairois comme de la chair à canon pour ses propres intérêts. Le peuple zairois n'a pas bougé, il a tout de suite compris que ces « libérateurs » katangais qui revenaient quinze ans après n'avaient pas changé de nature, ils étaient restés ce qu'ils avaient toujours été, des mercenaires au service de l'impérialisme. Ce qui avait changé c'était leur patron.

- Echec diplomatique. De par son intervention un peu trop directe contre un pays africain indépendant, Brejnev n'a réussi en fait qu'à resserrer les liens entre les pays du tiers monde entre eux et avec les pays du second monde.

De plus en plus, l'URSS apparaît aux yeux des peuples d'Afrique pour ce qu'elle est : un pays impérialiste à part entière et en tant que tel un pays agressif qui cherche à étendre sa domination sur le plus de peuples possible.

Le social-impérialisme vient de prendre une claque mais il n'en restera certainement pas là. C'est pourquoi plus que jamais les peuples d'Afrique doivent se montrer vigilants face au danger principal que représente le social-impérialisme russe. On entendra certainement parler des manœuvres de Brejnev en Afrique.

PARISIENS, SOLDATS, SOUTENEZ LES EBOUEURS EN GREVE !

C'est depuis jeudi dernier que les éboueurs parisiens sont en grève (en majorité ceux qui manipulent les poubelles).

Ils demandent notamment une augmentation de la prime matinale (150 F au lieu de 78 F actuellement), une augmentation des effectifs afin d'obtenir la semaine de 5 jours ouvrables et une révision

des classifications.

Composés pour l'essentiel de travailleurs immigrés, travaillant 6 jours par semaine pour des salaires de 2 000 F environ, dans des conditions pénibles (odeurs, saletés, 2 tonnes par éboueur chaque jour à ramasser), les grévistes ont déjà eu l'occasion par le passé de faire la preuve de leur détermination.



Assemblée générale des éboueurs lundi après-midi

Chacun ne leur propose jusqu'à maintenant que 12 F d'augmentation par mois (ce que la radio dissimule en parlant de 15 % d'augmentation de la prime) et se retranche derrière le gouvernement pour refuser les effectifs supplémentaires et la hausse des salaires.

En attendant, une fois de plus, l'armée va être mobilisée pour tenter de briser la grève. Si tous les travailleurs sont soucieux des conditions d'hygiène de la capitale, ils ne tombent pas pour autant dans le piège du pouvoir qui trouve toujours de bons prétextes « humanitaires » pour briser les grèves. Travailleurs de la capitale, soutenez la grève des ouvriers-éboueurs, les premiers à souffrir de l'insalubrité et de la surexploitation capitaliste. Soldats du contingent, refusez de ramasser les ordures à la place des grévistes. La mairie de Paris et le gouvernement doivent payer.

Editorial

Marchais, Berlinguer et la police

La situation de crise économique du monde capitaliste occidental et des pays révisionnistes à la botte du social-impérialisme russe avec la flambée du chômage, l'augmentation des prix aiguise les contradictions de classe de la société. La classe ouvrière, les petits paysans, les employés, les étudiants se révoltent et luttent contre la dégradation de leurs conditions de vie. Les grèves, occupations d'usines et manifestations se multiplient. En réponse, la bourgeoisie au pouvoir, de moins en moins capable de tromper, réprime avec violence : expulsion de grévistes, matraquages des manifestants, expulsion des immigrés... Chacun est à même de mieux discerner que derrière la démocratie bourgeoise se dissimule en réalité la dictature du capital prêt à tout pour défendre sa domination et ses intérêts.

Soutenir la répression antipopulaire ou la combattre et soutenir ou organiser l'action des masses contre la bourgeoisie c'est une ligne de partage entre les forces réactionnaires d'un côté et révolutionnaires de l'autre.

En Italie, faisant suite aux puissantes manifestations étudiantes contre le chômage et la répression, la décision du gouvernement d'autoriser la police à tirer est chaleureusement applaudie par le PCI. Après avoir vainement tenté de contrôler puis de faire barrage à la légitime révolte des étudiants contre un projet de réforme supprimant le pré-salaire acquis après 68, et rallongeant la durée des études, les révisionnistes appellent à la répression.

Le secrétaire du PCI vient de déclarer entre autres : « Toutes les forces qui se réclament de l'antifascisme doivent assurer aux forces de l'ordre leur soutien et leur collaboration dans leur tâche de dé-

fense de l'ordre public et démocratique ». On ne peut être plus clair !

Assimilant les mouvements de masse à des provocateurs fascistes, les révisionnistes condamnent la légitime autodéfense révolutionnaire et soutiennent la violence exercée par les bandes armées du pouvoir.

Rien d'étonnant à ce que le PCF dans son hebdomadaire « France-Nouvelle » du 25 avril apporte son appui à une telle attitude. Reprenant les mêmes arguments que Marcellin (ministre de l'Intérieur en 68) les révisionnistes français font le procès des manifestants étudiants bolognais et parlent de « l'équipement de certains groupes de manifestants, leur préparation non livresque à la guérilla urbaine, la mise à sac d'une armurerie... » pour mieux les assimiler à des fascistes. Pour conclure son article sur la situation italienne, le rédacteur de « France-Nouvelle » se félicite de l'adhésion récente (mars) de 91 % des 1 800 policiers de Bologne au syndicat contrôlé par les révisionnistes !

Rien d'étonnant en effet si l'on se rappelle la position du PCF en 1968, de Marchais lors de l'assassinat de Pierre Overney, ou plus récemment, deux heures après l'expulsion des ouvriers du « Parisien Libéré » de l'imprimerie occupée, de l'adhésion à la CGT de 3 CRS qui venaient de participer à l'opération.

Voilà qui en dit long et qui permettra à plus d'un travailleur ayant encore des illusions à leur sujet de se faire une plus juste opinion de ce que sont et seront davantage demain les révisionnistes : les meilleurs soutiens du système capitaliste et les défenseurs acharnés de l'ordre bourgeois.

MANIFESTONS
tous à 10 H, place
de la République
Le dimanche 1er mai

A L'APPEL DU PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE (m-l), DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE L'HUMANITÉ ROUGE, DE L'UNION COMMUNISTE DE LA JEUNESSE REVOLUTIONNAIRE, DE LA JEUNESSE COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE



Mai 68 à la TV Une conversation de salon

Vendredi soir 22 avril, à Antenne 2, Bernard Pivot a eu la bonne idée de choisir comme thème de son émission «Apostrophes» : mai 68.

Malheureusement, ses quatre invités n'ont pas dit l'essentiel. Pivot avait réuni deux «pour» : Cohn-Bendit (qui parlait par TV suisse interposée) et le professeur Chatelet, et deux «contre» : le préfet de police de l'époque, Grimaud, et l'écrivain archi-réactionnaire Michel de Saint Pierre.

Naturellement, il n'y avait rien à attendre des deux derniers. Mais ni Cohn-Bendit, ni Chatelet (dont l'un a été une des «vedettes» du printemps révolutionnaire de 68, et l'autre un supporter) n'ont parlé de mai 68 en termes d'affrontement de classe, bourgeoisie contre prolétariat. Aucun des deux n'a rappelé que 10 millions de travailleurs s'étaient mis en grève. Chatelet y a seulement fait une allusion très vague, beaucoup trop vague. Aucun des deux n'a dit que la classe ouvrière avait en mai 68 et à partir de mai 68 inventé ou réinventé la grève avec occupations d'usines, comités, assemblées générales, séquestrations, démocratie prolétarienne... Ils ont parlé de choses qui ont hérité de mai 68, comme l'écologie, le mouvement féministe, mais n'ont rien dit sur la classe ouvrière, rien non plus sur la petite paysannerie.

Les quatre invités de Pivot ont tous plus ou moins philosophé sur Mai 68, la police, la répression, le ras le bol, la liberté en général, l'ordre et le désordre. Ils ont eu le culot de tomber d'accord sur le fait qu'il n'y avait par eu de morts.

Sauf un : ils voulaient sans doute parler de Gilles Tautin, mais personne ne l'a nommé. Bien entendu, les deux ouvriers de Sochaux, et d'autres victimes probables des flics, dont certains sont restés infirmes à vie, ont été complètement ignorés.

Michel de Saint Pierre, aristocrate complètement fossile, a parlé de son bouquin sur le chef chouan de Charrette, en disant que les paysans de l'Ouest s'étaient tous levés contre la 1^{re} République en 1793. Mais si j'avais été à la place de Cohn-Bendit, je lui aurais répondu que leurs descendants avaient beaucoup progressé, car le 24 mai 1968 de nombreux paysans de Loire-Atlantique, venus à Nantes sur leurs tracteurs, ont débaptisé la Place Royale en l'appelant Place du Peuple (Cohn-Bendit devrait le savoir : son frère était à l'époque à St-Nazaire, où il est peut-être encore.) Et l'Ouest est devenu un des bastions des paysans-travailleurs.

De toute façon, dans cette émission, Cohn-Bendit et Chatelet étaient tout de même plus sympathiques que Grimaud et le féodal Michel de Saint Pierre. Et Cohn-Bendit a eu raison de dire que si la gauche gagne les élections de 1978, sa police aura les mêmes problèmes que celle de mai 68 (au fait, ce sera sans doute la même, à quelques têtes près).

Mais comme on pouvait s'y attendre à la télévision, aucune analyse sérieuse, marxiste, n'a été faite du printemps 68. Malgré leurs engueulades, les quatre interlocuteurs sont restés dans une conversation de salon.

Un lecteur

TERRASSON (Dordogne)

Le samedi 30 avril à 16 h
Salle du Ciné-club

Projection-débat organisée par les AAFIC de Dordogne. Un agriculteur qui est allé en Chine en décembre 1976 raconte son voyage.

ASSOCIATION MEDICALE FRANCO-PALESTINIENNE

Le 28 avril 1977 à 20 heures 30
au foyer d'Action culturelle, 9 rue du 71^e RI
SAINT-BRIEUC

«KAFR KASSEM»

long métrage de 90 minutes (1974) du réalisateur libanais Borhan Alaouie.

«Kfar Kassem» est le nom d'un petit village palestinien vivant sous l'occupation israélienne. Le réalisateur s'efforce de démontrer, à travers la vie quotidienne des habitants, l'oppression à laquelle ils sont soumis par l'occupant. Cette oppression peut se transformer lors d'événements importants en une répression sanglante qui permet de comprendre les raisons et l'organisation du peuple palestinien pour sa libération.

Au «centre culturel» de Brive (CORREZE)
«Comment Yukong déplaça les montagnes»
de Joris Ivens et Marceline Loridan
Les SAMEDIS 30 AVRIL et 7 MAI
en matinée et en soirée



● Italie

Le mouvement de révolte s'étend

D'importantes manifestations et mouvements de lutte anticapitaliste et antirévionniste se sont succédés durant tous ces derniers jours en Italie. Les dernières manifestations ont fait au moins un mort et de très nombreux blessés.

Soutenue par les révisionnistes, la bourgeoisie a décidé de «reprenre les choses en main».

Toute manifestation est interdite, les policiers ont reçu le droit de tirer si cela leur paraissait nécessaire, etc.

Cela n'empêche d'ailleurs pas qu'une manifestation interdite soit appelée à Rome à l'occasion du 1^{er} Mai.

La cible commune de ces manifestations : la Démocratie chrétienne et le PCI, les deux principaux partis de la bourgeoisie, les deux principaux soutiens du plan d'austérité italien actuel. Personnalisés par leurs chefs, Berlinguer et Andreotti, «Berlingotti» comme disent les Italiens, les mettant ainsi tous deux dans le même sac.

Champions de l'ordre économique des patrons, les révisionnistes italiens sont également les champions de l'ordre «antisubversif».

Le président révisionniste de la chambre des députés ne déclarait-il pas hier :

«La lutte contre la subversion sera longue et difficile car celle-ci prend racine dans l'effritement de la société» !

Il n'en reste pas moins que, loin de s'essouffler, le

mouvement de révolte qui traverse actuellement la jeunesse italienne prend de plus en plus d'ampleur.

C'est cela qui, du PCI à la Démocratie chrétienne, affole la bourgeoisie.

Pêche CEE/URSS

Aucun progrès enregistré

La CEE et l'Union soviétique n'ont réalisé aucun progrès lors de la 3^e série de négociations sur la conclusion d'un accord à long terme sur la pêche qui vient de se terminer.

Le problème-clé reste de savoir si l'Union soviétique est disposée à conclure un accord de pêche avec la Communauté économique européenne qu'elle n'a toujours pas officiellement reconnue. Ce problème n'a pas été abordé au cours de ce tour de négociations qui s'est déroulé au niveau des experts et non au niveau ministériel comme les

deux tours précédents.

La CEE insiste pour que l'Union soviétique conclue un accord avec la Communauté européenne en tant que telle et non avec un accord avec ses pays membres, comme le souhaite Moscou.

Sur le plan technique, les deux parties n'ont pas réussi à rapprocher sensiblement leurs positions. L'Union soviétique voudrait que l'on négocie parallèlement un accord-cadre à long terme de pêche et les quotas de capture accordés à ses navires par les Européens jusqu'à fin 1977. La CEE veut

au contraire arrêter d'abord l'accord-cadre qui définit les droits de pêche des flotilles soviétiques dans la zone communautaire de 200 milles ainsi que ceux des pêcheurs des «neuf» dans les eaux soviétiques.

La CEE insiste en particulier pour que l'accord-cadre soit basé sur la notion stricte de réciprocité, ce qui ne fait pas l'affaire de l'URSS dont les pêcheurs prennent dix fois plus de poissons (600 000 tonnes en 1976) que les pêcheurs communautaires dans la mer de Barents (60 000 tonnes).

● Turquie

Alors que l'encre des récents «accords» soviéto-turcs vient à peine de sécher, le Kremlin a étendu unilatéralement ses eaux territoriales en mer Noire à 200 miles, empiétant ainsi sur les eaux territoriales de la Turquie, dont les côtes sont très proches.

Cette mesure porte gravement atteinte aux intérêts des pêcheurs turcs, qui se voient ainsi interdire d'aller pêcher là où ils allaient jusqu'à présent. Lors d'un récent incident entre des navires soviétiques et des pêcheurs turcs, les sociaux-impérialistes sont même allés jusqu'à capturer un certain nombre de pêcheurs. Ces incidents auraient fait plusieurs morts parmi les pêcheurs.

Dans le même temps, le Kremlin exige que lui soit concédée une base navale au port de Iskenderun dont l'importance stratégique est évidente : situé sur la côte méditerranéenne, Iskenderun, est tout près de la frontière syrienne, presque en face de Chypre...

● OPEP

L'Arabie saoudite estime que «le retour à l'unité des prix de pétrole est dans l'intérêt de tous les pays» a déclaré dimanche à Koweït, Abdel Aziz Snayane, secrétaire général du ministère saoudien des Affaires étrangères.

Le gouvernement saoudien, a-t-il ajouté, «ac-

cueillera donc favorablement toute réunion qui aura à examiner ce problème ou toute autre question».

Un double système de prix est actuellement en vigueur au sein de l'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) l'Arabie saoudite et l'Etat des émirats arabes unis (EEAU) n'ayant pas suivi les onze autres membres de cette organisation pour l'année 1977.

La réunification des prix de l'OPEP est l'un des objectifs de la tournée qu'effectue actuellement dans le Golfe, Carlos Andres Perez, président de la République du Venezuela.

● Inde

Un dirigeant influent du Parti gouvernemental indien «Janata», le Dr. Subramanyam Swamy, a demandé vendredi l'abrogation immédiate du traité indo-soviétique, rapporte l'Agence indienne «Samachar».

Le Dr. Swami, a affirmé que le gouvernement étudiait activement cette suggestion, en raison du caractère «très dommageable» de ce traité pour son pays.

Le Dr. Swami qui s'était exilé pendant l'état d'urgence en Inde, a ajouté que, selon lui, le gouvernement indien devrait prévenir Andreï Gromyko, ministre soviétique des Affaires étrangères, lors de la visite de trois jours que celui-ci doit faire en Inde, à partir de lundi prochain.

Le Dr. Swami a estimé

que l'Union soviétique était le «plus grand exploitateur du pays». Il a notamment fait remarquer que la révision «arbitraire» du taux de change du rouble s'était traduite pour l'Inde par une perte sèche de devises de l'ordre de quatre milliards et demi de roupies (500 millions de dollars).

● OUA

Le Secrétaire général de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA), William Eteki Mboumoua, a déclaré vendredi à Lusaka, que les négociations sur la Namibie que le gouvernement Sud-africain doit entamer à partir de mercredi prochain au Cap, avec les représentants des gouvernements américain, français, Ouest-allemand et canadien sur l'Afrique australe n'avaient aucune justification.

Au cours d'une conférence de presse tenue peu avant son départ pour Addis Abeba, le Secrétaire général de l'OUA a précisé que l'Afrique n'avait pas invité les représentants de ces gouvernements à servir de médiateurs pour résoudre les problèmes concernant les pays non libérés en Afrique australe.

«Nous avons invité le gouvernement britannique à venir assumer ses responsabilités dans les problèmes qui concernent son ex-colonie rhodésienne, a souligné M. Eteki Mboumoua, mais je ne vois pas ce que les États-Unis, la France, la RFA, et le Canada ont à voir avec l'Afrique australe.»

● URSS

Dix prisonniers politiques des camps de la région de Mordovie ont commencé jeudi une grève de la faim de cent jours. Ces détenus qui ont décidé de jeûner à tour de rôle jusqu'à la tenue de la prochaine conférence de Belgrade exigent l'adoption d'un statut légal de prisonnier politique. Ils revendiquent notamment la suppression du travail obligatoire, l'autorisation d'un plus grand nombre de visites, la suppression des limitations au droit de correspondance. Aux côtés d'opposants politiques, russes, participent à ce mouvement des détenus ukrainiens, arméniens et Juifs.

La Cour d'appel de Moscou a par ailleurs confirmé la peine de cinq ans de camp de travail à régime sévère, infligée en première instance à un jeune belge, coupable d'avoir distribué dans la capitale de l'URSS des tracts protestant contre la détention des prisonniers politiques.

● Iran

Deux militants révolutionnaires dont une femme, ont été tués la semaine dernière à Tabriz dans le Nord-Ouest de l'Iran, au cours de deux opérations policières. Ces nouveaux assassinats portent à 11, dont six femmes, le nombre de militants révolutionnaires abattus par la police en Iran depuis le début de l'année.



COMMUNIQUE DE SOUTIEN
DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES
DE L'HUMANITÉ ROUGE DU NORD DE PARIS
ET DES JCMLF DU NORD DE PARIS
AUX DEUX CAMARADES
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
EN PROCES LE 26 AVRIL

Une fois de plus le dimanche 19 décembre 1976, le pouvoir a montré sa détermination à appliquer une politique répressive à tous les niveaux, deux diffuseurs du «Quotidien du peuple» ont été embarqués par la police sur le marché d'Aligre.

peurée, la bourgeoisie et ses flics veulent montrer de plus en plus leur volonté de briser la combativité des militants révolutionnaires et de la classe ouvrière (la police est systématiquement envoyée contre les travailleurs qui occupent l'usine).

Chaque jour, nous pouvons voir le durcissement de l'arbitraire patronal contre les travailleurs : dégradation de leurs conditions de vie, chômage, licenciement, blocage des salaires.

La bourgeoisie veut faire payer la crise aux travailleurs. C'est parce que les camarades du PCR ML dénonçaient les crimes du patronat (assassinat d'un mineur de 34 ans à Merlebach) que les agents de police les ont arrêtés et les ont retenus durant 30 heures comme de vulgaires assassins, en les inculpant d'outrages, violences et rébellion à agents.

Nous devons faire cesser ces abus de droit.

Nous devons nous opposer avec vigueur à cette justice pourrie qui se développe de plus en plus en France.

Nous devons nous élever contre les atteintes à la liberté d'expression.

Nous apportons notre soutien à ces camarades ainsi qu'au PCR ML et exigeons la relaxe des deux diffuseurs du «Quotidien du peuple» à leur procès.

RELAXE POUR LES DEUX CAMARADES
DU PCRML INCULPÉS

Mardi 26 avril - 13 h 30
10e chambre correctionnelle
Palais de Justice

COMMUNIQUE

Les travailleurs immigrés du 88 rue Fondary (Paris 15e) se battent depuis 3 ans contre les menaces d'expulsion des propriétaires successifs de l'immeuble. Le propriétaire attaque une nouvelle fois en référé pour obtenir leur expulsion. Le procès a lieu mercredi 27 avril au tribunal des référés.

L'expulsion peut avoir lieu très vite après le procès. Jamais la solidarité avec les travailleurs du 89 n'a été aussi nécessaire. Les travailleurs du 89 et le comité de soutien appellent l'ensemble des organisations ouvrières du quartier, les habitants et ceux qui veulent les soutenir à se rendre mercredi à 16 h au tribunal des référés (Palais de Justice à Paris, métro Cité). Ils se tiendront mobilisés les jours suivants pour empêcher l'expulsion s'il y a lieu.

Le comité de soutien

COMMUNIQUE

Les affiches et les tracts d'appel à la manifestation du 1er Mai à Paris, organisée par les marxistes-léninistes sont disponibles à l'administration aux heures de permanence : le samedi de 10 h à 12 h ; tous les jours de 14 h à 16 h 30 et le jeudi jusqu'à 20 heures.

• Grenoble

Soirée-débat avec les exploités de l'école bourgeoise

Vendredi 15 avril, au théâtre de Grenoble, le collectif «école Formation» avait organisé une soirée information-débat sur «l'école en péril» avec les exploités de l'école bourgeoise : parents-travailleurs, maîtres-auxiliaires, enfants d'immigrés, écoles rurales.

Un film pour illustrer la condition des jeunes immigrés : «à cloche-pied entre 2 frontières», constat des problèmes auxquels ils sont confrontés dans leur famille, le quartier et une école d'où ils sont exclus.

Une information sur Sievoz, cette commune de 107 habitants à 11 km de la Mure

(près de Grenoble, sur le plateau Matheysin), victime après bien d'autres communes rurales de la politique d'appauvrissement et d'abandon des campagnes.

Les habitants de Sievoz refusent la fermeture de leur école. Ils ouvrent une classe sauvage. Ils refusent d'envoyer leurs enfants à l'école de la Mure. Ils appellent tous les parents travailleurs à s'unir avec eux dans cette lutte.

Exigeons la réouverture immédiate de l'école.

La lutte de Sievoz, c'est la lutte de tout le plateau Matheysin.

correspondante HR

nouvelles intérieures

Application des mesures Veil Ou le capitalisme et la santé des travailleurs

On connaît déjà le respect de Veil pour la santé des travailleurs, si l'on considère que calmants, fortifiants laxatifs, les médicaments les plus employés et dont tout travailleur a constamment besoin, ne seront plus remboursés qu'à 40 % et que ces mesures touchent le plus cruellement les basses couches sociales.

Mais il y a mieux. Au CHR de Rennes où Muffraggi déjà escroc se pique de faire rampe d'essai pour tous les hôpitaux de France! Cela donne :

1) Les services n'auront plus de pharmacie, ceci afin de rentabiliser. Mais chaque jour le médecin fera une ordonnance de la dose quotidienne de médicaments à administrer à chaque malade.

2) Les ordonnances quotidiennes seront subordonnées à un ordinateur supposé enlever les aberrations de prescription.

3) Chaque médecin devra faire les prescriptions selon une liste de médicaments admis à l'hôpital.

4) La pharmacie se chargera de tout geste : préparer la dose de comprimés, préparer les perfusions, tous les gestes paramédicaux de préparation médicamenteuse.

5) Les infirmières qui s'occupent trop de paperasses et ne sont «pas assez près du malade» seront réduites au nombre minimum et remplacées par des secrétaires moins payées.

Cela donne :
- Mépris du malade, pour rentabiliser, la notion d'urgence disparaît derrière tout un processus complexe de prescription, commande et préparation à la pharmacie centrale d'une piqûre, perfusion, qui sont des gestes urgents qui doivent se faire instantanément selon le besoin du malade.

- On constate déjà des erreurs constantes d'ordina-

teur en ce qui concerne les paparasses administratives, qu'en sera-t-il lorsqu'il sera question du traitement d'un malade ? qu'en pensent les médecins du CHR de Rennes d'ailleurs pas encore officiellement avertis de ces mesures ?

- De quoi dépend le choix de cette liste de médicaments permis au CHR ? de son efficacité ou de l'importance des trusts pharmaceutiques en concurrence ? Du malade résistant à 37 antibiotiques sur 45 selon le résultat de l'antibiogramme, pourra-t-on proposer les huit antibiotiques qui lui conviennent si ceux-ci ne figurent pas sur la fameuse

liste ?

- Que pensent les infirmières qui ont appris leur métier et verront leurs gestes quotidiens inutilement appris parce que de la pharmacie tout arrivera tout «préparé» comme on choisit un plat préparé au self-service ?

- Si l'infirmière trop chargée de paparasses est remplacée par des secrétaires, si elle ne remplit plus ses fonctions parce que la pharmacie se substitue à elle au niveau des préparations, on n'a plus besoin que de secrétaires et psychologues auprès du malade, là où il y avait 12 infirmières, 3 suffiraient. (une le matin, une

l'après-midi, une de nuit)

Que pensent les infirmières de ces mesures que l'on installe à bas bruit, sans leur en parler, surtout et sous le couvert de faire des essais d'avant-garde ?

Ces mesures s'installent sans bruit, on veut nous y habituer petit à petit. Les mesures Veil sont catastrophiques et vont au secours du capitalisme en crise à coups de décrets applicables immédiatement tant le gouvernement a peur de la réaction des travailleurs. Contre ces mesures anti-populaires, il faut la mobilisation immédiate des travailleurs avec tous les hospitaliers.

une infirmière de Rennes

Après l'attentat contre la Bourse du travail de Grenoble

Ce sont les travailleurs qui sont visés

L'attentat commis dans la nuit de vendredi à samedi dernier contre l'UL CFDT de la Bourse du travail de Grenoble est le troisième attentat commis dans cette ville en un mois.

Le 8 avril dernier, un attentat avait eu lieu contre les locaux de l'imprimerie «Vérité-Rhône-Alpes», dirigée par d'anciens militants de la «gaucheprolétarienne».

Un deuxième attentat a eu lieu le 9 avril au campus universitaire de St-Martin-D'Hères. Cet attentat avait fait un mort parmi les membres du commando. C'était un militant de la Fédération nationale des étudiants.

Enfin, dernier attentat, samedi matin qui a détruit entièrement le premier étage de l'Union locale CFDT à la

nouvelle Bourse du travail. Le centre de tirage de la CFDT a été entièrement détruit.

L'attentat a été commis par des spécialistes. Les charges d'explosif avaient été déposées à hauteur d'hommes. Samedi après-midi, un «Front d'action fasciste» a revendiqué l'attentat en déclarant : «Nous sommes prêts à frapper de plus en plus fort, les objectifs ne manquent pas».

Il est clair que des telles actions ne sont pas le fait de groupes isolés, mais bel et bien celui de bandes fascistes poursuivant des buts précis. On n'ignore pas, par exemple, que la région Rhône-Alpes est un des points forts du SAC.

Alors que la crise capi-

taliste se développe, que les luttes populaires se multiplient, certains milieux de la bourgeoisie veulent ainsi créer un climat de crainte parmi les travailleurs. Ces actions criminelles doivent être également rattachées aux interventions de plus en plus fréquentes des forces de répression contre les travailleurs en lutte. Tout cela vise la même but.

Face à cela la riposte s'impose par l'action de masse.

Cette action doit se développer également de façon indépendante des partis de l'«Union de la gauche» qui cherchent à se donner des airs de «défenseurs de libertés» et essaient de récupérer dans leur giron ceux qu'indignent à juste titre de telles actions.

• Lundi soir à Paris

Meeting de soutien à la lutte du peuple guadeloupéen

La salle était trop petite pour accueillir lundi soir les centaines de personnes venues apporter, à l'appel de l'Association générale des Etudiants guadeloupéens, leur soutien au peuple guadeloupéen actuellement en lutte pour l'indépendance nationale et contre le sabotage de l'économie nationale. Parmi une majorité d'étudiants et de travailleurs guadeloupéens, de nombreux anti-impérialistes de France et du tiers monde avaient tenu à répondre à l'appel de l'AGEG.

La première partie du meeting fut consacrée à la lecture des nombreux messages de solidarité venus

d'associations d'étudiants ou de comités de patriotes du tiers monde. Des étudiants martiniquais et guyanais intervinrent tout d'abord pour montrer à quel point étaient proches les problèmes et les luttes de ces différents peuples des Caraïbes, tous opprimés par l'impérialisme français. «Que les usiniers ne comptent pas se tirer des luttes en transférant leurs usines en Guyane, a dit une représentante de l'Union des étudiants guyanais, ils déplacent le problème avec eux».

Parmi les autres interventions, on put noter celles de patriotes haitiens et dominicains.

Les interventions de l'AGEG firent ensuite le point sur le développement des luttes depuis les 2 grandes journées de mobilisation du 1er et 2 avril.

Un film enfin permit de se rendre compte plus concrètement de ce que signifiait le colonialisme et l'oppression en Guadeloupe, notamment celle des ouvriers agricoles et des paysans pauvres dont le salaire, calculé au plus juste déjà par les capitalistes usiniers, est encore escroqué par tous les moyens possibles, du taux de concentration en sucre aux traites du crédit agricole.

Mais un film qui montre aussi l'éveil à la lutte pour

des conditions de vie décente et pour l'indépendance nationale de tout un peuple. Création de groupes d'entraide pour faire ensemble en quelques jours ce qu'un paysan pauvre sur son terrain aurait mis des mois à faire. Ainsi, explique un militant, il aura plus de temps pour venir aux réunions, pour discuter. Développement enfin de l'Union des travailleurs agricoles, de l'Union des paysans guadeloupéens et de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe. «Si j'ai pu m'en tirer cette année, dit une vieille paysanne, c'est grâce à Dieu et surtout grâce au syndicat»...



● Alstom-Savoisienne

Un camouflet à la «paix sociale»

Comme on pouvait s'y attendre, la réunion dite «sociale» à St-Ouen, n'a donné aucun résultat positif : la direction d'Alstom se cache derrière le plan Barre pour ne rien céder. C'est tout juste si elle ne dit pas «attendez les prochaines élections, nous on y peut rien».

Le 18 avril, après trois semaines de débrayage, la cellule du PCMLF de l'usine fustigeait la politique dite sociale :

«[...] Heurté de plein fouet par une telle lutte, le cinéma des réunions «sociales» s'est écroulé comme un château de cartes. A Aix-les-Bains les représentants syndicaux quittaient la séance et laissaient le directeur seul dans son cirque. Voilà un camouflet de taille lancé à la direction de la Savoisienne, qui espérait continuer à garantir la «paix sociale» avec son train-train de réunions où elle jetait quelques miettes de son immense gâteau.

L'AVENIR EST A LA LUTTE DE CLASSE

En même temps, sont tombées les dernières illusions que certains pouvaient avoir encore sur les négociations et la prétendue «concertation» avec le patronat.

Voilà aussi un démenti flagrant à la ligne révisionniste du P«C»F et aux réformistes de tout acabit.

Le patronat a profité depuis des années de la collaboration de classe : on obéit au patron comme au «bon dieu», on proteste pour les miettes qu'il donne mais on ne va pas plus loin, on accepte les licenciements en disant que «un tel est indéfendable», on propose aux directeurs de gérer leur baraque, on prétend que les travailleurs «ne veulent rien faire», qu'on ne peut rien contre le trust Alstom, qu'il faut s'en remettre à un gouvernement de «gauche».

Mais ces idées qui viennent de la ligne révisionniste et réformiste sont de plus en plus rejetées par la grande masse des ouvriers.

C'est le résultat d'une lutte acharnée que les marxistes-léninistes et tous les ouvriers combattifs mènent depuis plusieurs années contre le révisionnisme, contre la collaboration de classe.

Plus le capitalisme s'enfoncera dans la crise, plus les travailleurs rejeteront ces idées et s'engageront dans la lutte de classe, parce que notre situation empire et qu'il n'y a rien à attendre de nos exploitateurs(...)

**QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!**

● Université d'Aix-en-Provence

Les travailleurs apprennent à compter sur leurs propres forces

L'université d'Aix-en-Provence, sous gestion du PCF, est passée maître dans l'art de faire payer la crise aux travailleurs. Pas ou peu de titulaires, beaucoup d'auxiliaires techniques ou des vacataires à contrats limités et licenciés au bon vouloir du patron ; ajouté à cela des salaires minables sous prétexte que «les agents de l'université nous coûtent trop cher» (Communiqué de la fac, du mois de février).

Des conditions de travail abominables, pas de chauffage, flicage continu des travailleurs, obligation pour eux d'être dans le syndicat de leur chef de service, écoute et contrôle des coups de téléphone des employés alors que les professeurs (en majorité du PCF) et le fameux syndicat étudiant UNEF ne s'en privent guère...

Avec l'approche des vacances, grand remue-ménage. Licenciement de certains travailleurs auxiliaires techniques. C'était le tour d'un plombier la semaine dernière. Les bonzes syndicaux CGT, FEN et SNAU crient bien fort et agitent de l'air en pagaille ; mais les travailleurs, instruits de leur pratique (4 travailleurs ont quitté la CGT avant les vacances de Pâques ; plusieurs le SNAU) décident d'aller voir le président tous ensemble. Des discussions longues et houleuses sortent une victoire : l'employé licencié est non seulement réintégré mais il est titularisé. C'est un pas en avant qui montre la détermination des travailleurs à ne pas se laisser faire. C'est surtout un coup dans les bottes de la gestion des révisionnistes de la faculté et des directions syndicales.

● Foyer Sonacotra de Chilly-Mazarin (Essonne)

Succès du Méchoui pour populariser la lutte

Un bâtiment qui ressemble à un tas de baraques de chantier de toutes les couleurs répandues pélemêle, à 500 m de toute autre habitation et dans l'axe des pistes d'Orly, c'est le foyer Sonacotra de Chilly-mazarin. A l'intérieur, c'est du contre-plaqué, comme à Villejuif, des chambres de 6 m² pour 240 F...

Depuis six mois les 250 occupants font la grève des loyers. Et hier dimanche, ils avaient saisi l'occasion du méchoui annuel organisé par la MJC, pour populariser leur lutte.

Il y avait 200 personnes environ, dont un fort détachement de la municipalité «de gauche», fraîchement élu, maire PS en tête, qui était visiblement venu là pour manger et boire, considérant sans doute qu'ils avaient bien gagné un bout de gigot après le soutien qu'ils avaient apporté aux résidents dans leur feuille de chou locale, en publiant un petit article en bas de la page deux, entre les résultats du 2^e tour des municipales et la liste des membres du conseil municipal.

QUESTIONS POSEES AUX ZELUS DE GAUCHE

Après le repas, les résidents ont appelé toute l'assistance à se rassembler autour d'eux, afin d'écouter ce qu'il avaient à dire. Ils ont exposé avec force, que cette année, à la différence des années précédentes, les personnes seules n'étaient pas seulement venues pour manger, et boire, mais qu'il y avait quelque chose d'autrement plus important, c'é-

tait le soutien à la lutte des résidents des foyers Sonacotra.

Ils ont profité de la présence du maire pour lui poser des questions embarrassantes :

- Pourquoi les résidents payent-ils des impôts locaux ? (oui, vous avez bien lu. Dans l'Essonne, pour une chambre de 6 m² dans un foyer-prison, on paie des impôts locaux)

- Pourquoi le commissariat demande-t-il pour faire les papiers des résidents des quittances de loyer, alors que ceux-ci sont en grève, et donc qu'ils ne peuvent pas en avoir ?

- Pourquoi le foyer a-t-il été construit en-dehors de la zone urbanisée ?

A toutes les questions, ce maire de «gauche» a répondu en s'efforçant de n'être pas trop embarrassé.

«Quand le foyer a été construit, je n'étais pas maire.

«Pour les impôts locaux, ce n'est pas la municipalité mais c'est l'Etat qui décide. Nous voterons une motion à la prochaine réunion



Une SEULE Classe Ouvrière!

de conseil municipal.

«Pour les papiers, je vais voir avec le commissariat.

Bref, ne m'en demandez pas trop, c'est pas de ma faute, c'est l'Etat, le maire précédent, etc.

Ceci a eu le mérite de monter aux personnes présentes que comme le rappelait un délégué du comité de coordination, les immigrés ne doivent compter que sur leur propres forces et qu'il ne fallait pas s'attendre à un soutien effectif de la part d'une municipalité fut-elle de gauche.

Dans une société capitaliste, c'est l'Etat qui dicte sa loi aux communes, et que la municipalité soit de droite, de gauche, c'est toujours la même politique qui est appliquée.

Enfin et surtout, un délégué de la coordination s'est élevé avec force contre la tentative de sabotage de leur lutte que mènent de concert CGT, CFDT, FO, en négociant de manière séparée avec les patrons de la Sonacotra. Il a rappelé que seul le comité de coordination était représentatif

des résidents et que nul autre organisation était habilitée à négocier. Il a ensuite appelé tous les camarades immigrés présents à être vigilants et a rappelé qu'ils acceptaient toute forme de soutien, pourvu qu'elle se fasse sous leur direction et selon les moyens qu'ils jugent bons.

Ils n'ont d'ailleurs pas demandé l'avis des membres de la municipalité à ce sujet, puisque ceux-ci, à la lecture du tract central dénotant cette tentative de sabotage l'avaient rangé d'un air gêné dans leur poche. Cela n'aurait pas fait bien, sans doute de le jeter.

En conclusion, une manifestation très positive, donc car forte de la détermination de lutte des résidents

Halte à la tentative de sabotage de la lutte par la CGT, CFDT, FO !

Vive le comité de coordination, seul représentant authentique des résidents des foyers Sonacotra !

Correspondant HR

● Zup de Metz

— Borny-en-Moselle

Grève à Sudest

85 % du personnel, en grande majorité féminine, s'est mis samedi en grève illimitée. La grève est dirigée par la section syndicale FO.

A l'origine, plusieurs faits : un licenciement sans notification ; des avertissements abusifs : une déléguée du personnel à qui l'on reproche d'avoir mal étiqueté des prix, alors qu'elle avait en plus la tâche de remplir un rayon ; une caissière à qui l'on a donné un avertissement (le 1^{er} et le dernier) parce qu'elle n'avait pas fait ouvrir un sac (ce sac contenait des produits volés) ; le patron parle de licencier alors que le personnel qui comprenait 30 personnes il y a six mois, n'en compte plus que 22 ; le travail des caissières est particulièrement pénible, car elles sont à la fois caissières et gondolières (c'est-à-dire qu'elles ont des rayons à remplir) ; le salaire moyen de 8 % au-dessus du SMIG ; un cahier revendicatif, sur lequel il y avait eu accord il y a quelques mois et dont de nombreux points n'ont pas été appliqués, comprenant le paiement d'heures supplémentaires, dont certaines ne sont pas payées depuis décembre.

Samedi, la direction avait fait venir du personnel d'un autre magasin de la région pour casser la grève. C'est aujourd'hui une journée «boum» (journée commerciale avec campagne publicitaire), journée pour lesquelles les grévistes ont aussi des revendications à formuler.

Le personnel n'a pas l'intention de se laisser marcher sur les pieds.

Les marxistes-léninistes de la ZUP de Borny sur la base des informations recueillies samedi auprès des grévistes et plus particulièrement du responsable FO.

Correspondant HR

● Foyer de jeunes travailleurs (Morlaix)

Le mépris de la mairie de «gauche»

Le climat était tendu entre le personnel d'entretien et les résidents, une réunion est organisée entre personnel et résidents pour voir l'origine de cet état de chose. Une des causes principale de cette division ne tarde pas à se dégager : c'est l'insuffisance de personnel et une personne supplémentaire aurait normalement dû être embauchée à l'entretien. De plus, le matériel d'entretien minimum n'existait pas pour les résidents.

Une réunion suivante servit donc à la rédaction d'une lettre pour la demande d'embauche d'une femme de ménage et adressée au maire PS qui a pouvoir d'embauche en tant que patron des municipaux.

Le personnel de son côté, faisait la démarche par sa section CGT. Réponse de la mairie : «le problème était connu et une solution prévue bien avant votre lettre» (15 jours plus tard, la personne annoncée n'est toujours pas là!).

Et en plus «il n'appartient pas aux résidents de se substituer au directeur de l'établissement ni à la municipalité pour convoquer le personnel. Jedemande d'ailleurs au personnel de ne pas répondre à de telles convocations». Autrement dit, à ma botte et passez par la voie hiérarchique !

«Il est interdit de se réunir et de s'unir pour nos revendications communes... pas de différence entre un maire de gauche et un maire de droite» : c'est ce qu'ont remarqué unanimement résidents et personnel, tout en concluant qu'il faut s'organiser pour la lutte et unir ceux qui ont intérêt à l'être.

D'après correspondant HR et des résidents de FJT.